

2021-04-23

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

 Liens: [Publication](#) [NBB.stat](#) [Information générale](#)
**Comptes non financiers des secteurs institutionnels – quatrième trimestre de 2020**

- **Le taux d'épargne des ménages rebondit au quatrième trimestre et atteint le niveau record de 21,7 % sur l'ensemble de l'année**
- **Le solde de financement des administrations publiques se détériore à nouveau sensiblement au quatrième trimestre ; sur l'ensemble de l'année, le déficit atteint 9,4 %**

Les comptes des secteurs sont établis à prix courants et selon le SEC 2010.

**INDICATEURS CLÉS**
*(Données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)*

	Ménages <sup>1</sup>		Sociétés non financières		Administrations publiques	
	Taux d'épargne (pourcentages)	Taux d'investissement (pourcentages)	Taux de marge (pourcentages)	Taux d'investissement (pourcentages)	Solde de financement (pourcentages du PIB)	
2018	11,6	9,4	41,8	26,8	-0,8	
2019	12,9	9,8	41,6	27,1	-1,9	
2020	21,7	9,0	41,0	27,3	-9,4	
2018	I	11,4	9,2	41,7	26,7	-0,5
	II	11,4	9,2	41,5	26,8	-0,1
	III	11,6	9,4	41,7	26,7	-0,8
	IV	12,0	9,7	42,1	27,0	-1,9
2019	I	13,0	9,8	41,7	27,0	-1,7
	II	13,4	9,9	41,5	27,0	-2,1
	III	13,1	9,7	41,5	27,0	-1,7
	IV	12,3	9,8	41,6	27,3	-2,1
2020	I	18,8	9,2	42,5	27,5	-6,6
	II	28,1	8,0	38,0	26,3	-15,1
	III	16,8	9,4	40,7	27,3	-6,8
	IV	23,3	9,4	42,2	28,1	-9,8

1 Y compris les institutions sans but lucratif (ISBL) au service des ménages

**Le taux d'épargne des ménages s'envole**

Le revenu disponible des ménages a grimpé de 1,5 % par rapport au troisième trimestre. La rémunération des salariés et le revenu mixte des indépendants ont contribué négativement à la croissance du revenu disponible des ménages au quatrième trimestre, à hauteur de, respectivement, -0,2 et -0,3 point de pourcentage, à l'instar des revenus de la propriété et des autres transferts courants.

Ces effets sont toutefois contrebalancés par l'évolution des prestations sociales nettes, dont la progression au quatrième trimestre a soutenu le revenu disponible (à concurrence de +1,7 point de pourcentage). En diminution par rapport au troisième trimestre, les impôts courants sur le revenu et sur le patrimoine ont également contribué positivement à cette croissance (+0,7 point de pourcentage).

Parallèlement, les dépenses de consommation finale ont enregistré un important recul de -6,5 % par rapport au troisième trimestre, à la suite des nouvelles mesures de confinement introduites à partir de la mi-octobre pour faire face à la deuxième vague de l'épidémie de COVID-19.

En conséquence, le taux d'épargne brut des ménages a augmenté, pour s'établir à 23,3 % au quatrième trimestre, contre 16,8 % au trimestre précédent, sans toutefois atteindre le niveau historique observé au deuxième trimestre (28,1 %).

Sur l'ensemble de l'année 2020, le taux d'épargne s'élève à 21,7 %, un niveau record dans une perspective historique, et dès lors en forte hausse par rapport à 2019 (12,9 %).

#### ***Le taux d'investissement des ménages reste stable***

Au cours du quatrième trimestre, le taux d'investissement des ménages (construction et rénovation de logements et formation brute de capital fixe des indépendants et des ISBL au service des ménages) est ressorti à 9,4 %, tout comme au trimestre précédent.

En moyenne sur l'ensemble de l'année 2020, le taux d'investissement des ménages s'est chiffré à 9,0 %, en recul par rapport à 2019 (9,8 %).

#### ***Le taux de marge des sociétés non financières s'affiche en forte hausse***

Le taux de marge des sociétés non financières a enregistré une hausse au cours du quatrième trimestre de 2020, pour s'établir à 42,2 %, contre 40,7 % au trimestre précédent. L'excédent d'exploitation des sociétés non financières a en effet progressé de 5,4 %, soit une croissance supérieure à celle de la valeur ajoutée (+1,8 %).

Sur l'ensemble de l'année 2020, le taux de marge des sociétés non financières a fléchi, pour revenir à 41,0 % de leur valeur ajoutée, contre 41,6 % en 2019.

#### ***Le taux d'investissement des sociétés non financières se redresse légèrement***

Le taux d'investissement des sociétés non financières s'est chiffré à 28,1 % de la valeur ajoutée au cours du quatrième trimestre, en hausse par rapport au trimestre précédent (27,3 %). La croissance des investissements des entreprises (+4,7 %) a en effet excédé celle de leur valeur ajoutée (+1,8%).

Sur l'ensemble de l'année 2020, le taux d'investissement des sociétés non financières s'est élevé en moyenne à 27,3 % de la valeur ajoutée, ce qui représente une légère augmentation par rapport à 2019 (27,1 %).

#### ***Le solde de financement des administrations publiques se détériore sensiblement***

Le solde de financement des administrations publiques s'est établi à -9,8 % du PIB au quatrième trimestre, contre -6,8 % au trimestre précédent.

Les recettes ont été influencées négativement par l'évolution des recettes fiscales et parafiscales. Cette baisse est la résultante de l'évolution des impôts directs des ménages perçus par voie de rôles ainsi que de celle des impôts indirects affectés par la stagnation de l'activité économique liée au nouveau renforcement des mesures de confinement.

Quant aux dépenses, leur forte augmentation tient essentiellement à la croissance des prestations sociales (chômage temporaire et droit passerelle) ainsi qu'aux dépenses de transferts courants et en capital.

Sur l'ensemble de l'année 2020, le solde du compte des administrations publiques s'est considérablement dégradé par rapport à l'année précédente, affichant un déficit de 9,4 % du PIB, contre 1,9 % en 2019.

### Définitions

- Les ratios considérés présentent de fortes fluctuations d'un trimestre à l'autre. Afin de dégager les évolutions plus fondamentales, ces séries sont toutes présentées après correction des variations saisonnières et des effets de calendrier.
- Le taux d'épargne brut des ménages est l'épargne brute divisée par le revenu disponible brut. Celui-ci est ajusté de la variation des droits des ménages sur les fonds de pension. L'épargne brute est la partie du revenu disponible brut qui n'est pas dépensée sous la forme de consommation finale. Ainsi, le taux d'épargne augmente quand le revenu disponible brut croît plus vite que les dépenses de consommation finale.
- Le taux d'investissement brut des ménages est la formation brute de capital fixe divisée par le revenu disponible brut. Celui-ci est ajusté de la variation des droits des ménages sur les fonds de pension. La formation brute de capital fixe couvre les dépenses en construction et en rénovation de logements par les ménages ainsi que les investissements en capital fixe consentis par les indépendants et par les ISBL au service des ménages.
- Le taux d'investissement des sociétés est la formation brute de capital fixe divisée par la valeur ajoutée brute.
- Le taux de marge des sociétés est l'excédent brut d'exploitation divisé par la valeur ajoutée brute. Cet indicateur mesure le pourcentage de la valeur ajoutée conservé par les sociétés non financières après le versement de la rémunération des salariés et des impôts sur la production (nets des subventions).
- Le solde de financement des administrations publiques mesure leur capacité ou leur besoin de financement. Un solde positif (capacité de financement) signifie qu'après la prise en compte de l'ensemble de leurs ressources et de leurs dépenses, les administrations publiques ont la possibilité d'augmenter leurs actifs financiers et/ou de réduire leurs engagements financiers. À l'inverse, un solde négatif (besoin de financement) témoigne de la nécessité pour le secteur de vendre certains de ses actifs et/ou d'accroître son endettement afin de pouvoir financer ses opérations non financières. Le solde de financement est ici exprimé en pourcentage du PIB.

### **Avertissement**

*Les comptes sectoriels des quatre trimestres de 2020 reflètent les perturbations liées à la crise du COVID-19 et tiennent compte des effets des mesures de politique économique mises en place pour contenir les retombées de la pandémie, sur la base des informations disponibles le 14 avril 2021. Les principales données administratives étaient disponibles, comme il est d'usage pour cette publication. Toutefois, la mesure correcte des agrégats macroéconomiques en cette période de pandémie est entourée de grandes incertitudes. Celles-ci se situent sur le front de la production non marchande et des composantes de l'optique des dépenses, ainsi qu'au niveau de l'estimation de certains transferts entre secteurs et de postes de recettes et de dépenses des pouvoirs publics directement liés à la pandémie. Par conséquent, les résultats publiés ce jour sont susceptibles d'être révisés ultérieurement de façon plus importante que d'ordinaire.*

*En ce qui concerne la correction des variations saisonnières des séries, les récentes [directives d'Eurostat](#) en la matière ont été suivies afin d'estimer l'incidence du COVID-19 aussi précisément que possible.*